

Une opération Vérité dans l'enseignement public agricole eurois

Parmi les nombreux secteurs du service public remis en cause par la politique gouvernementale, il en est un de petite taille mais qui concerne directement la société par les choix fondamentaux qu'il pourrait impulser sur les questions d'agriculture, d'alimentation et d'aménagement du territoire, c'est l'enseignement public agricole.

La particularité de l'enseignement agricole est d'être rattaché au ministère de l'agriculture et de ne compter que des établissements de tailles modestes, proposant néanmoins une grande diversité de formation, à l'image d'un monde agricole où l'élevage côtoie les céréales, où les connaissances en gestion comme en mécanique sont incontournables.

Comme pour l'enseignement public en général, l'enseignement agricole est victime de la politique de restriction budgétaire et de réduction des effectifs de fonctionnaires.

La taille humaine de ces établissements et la diversité des formations devient vite un handicap dans ce contexte et avec une réforme des formations à la va vite qui met en péril des établissements entiers.

Notre département n'échappe pas au désastre. L'Eure compte trois établissements publics agricoles : le lycée horticole d'Evreux, le lycée agricole de Chambray à Gouville (près de Breteuil) et le lycée agricole Gilbert Martin du Neubourg.

C'est dans ce dernier établissement que les représentants eurois du Comité national de défense

Mort de Ben Laden : réaction du PCF

La mort de Ben Laden, devenu le symbole du terrorisme mondialisé, est un événement important pour toutes les familles des victimes des attentats du 11 septembre 2001, mais aussi pour toutes celles et ceux que les logiques terroristes plongent dans l'horreur et la consternation.

En même temps, les conditions dans lesquelles cette mort vient d'intervenir soulèvent à nouveau de multiples questions sur le sens de l'engagement de l'OTAN depuis dix ans en Afghanistan.

La disparition de cet individu ajoutée à la faiblesse reconnue des réseaux d’Al Qaida dans la région Afghanistan/Pakistan rendent désormais la guerre de l’OTAN en Afghanistan encore plus illégitime qu’elle ne l’a jamais été. La France doit retirer ses troupes de ce pays, agir pour le retrait de celle de l’OTAN et réorienter les efforts internationaux vers la reconstruction et l'aide au développement en donnant au peuple afghan les moyens de décider de son avenir.

La mort de Ben Laden rappelle que le terrorisme est une violence politique criminelle totalement injustifiable. Le terrorisme ne légitime pas pour autant les politiques de puissance et les guerres. Georges Bush avait instrumentalisé l’agression d’Al Qaida à New York afin de mettre en place une stratégie néo-impériale militarisée de domination au nom de la démocratisation du Moyen-Orient. On en mesure aujourd’hui tous les effets néfastes, les limites et les échecs en Irak et en Afghanistan.

C’est aussi cette même politique qui a contribué aux soulèvements dans le monde arabe. Ce sont les peuples du monde arabe eux mêmes qui sont aujourd’hui et qui seront demain les acteurs de la démocratie, des droits humains et de la justice, y compris pour le peuple palestinien.

de l'enseignement public agricole avaient donné rendez-vous le jeudi 14 avril à Brigitte Gonthier-Morin, sénatrice communiste des Hauts-de-Seine, Xavier Compain, agriculteur et responsable national à l'agriculture du PCF et à plusieurs représentants nationaux des syndicats de l'enseignement et de l'agriculture (CGT et FSU).

La matinée s'est organisée autour d'une visite de l'établissement, à la fois lycée, CFA et CFPPA, et d'une rencontre avec les personnels enseignants et administratifs du lycée.

L'après-midi a été consacrée à une rencontre avec des élus, quelques parents d'élèves et responsables professionnels agricoles. Pour le PCF de l'Eure, Jean -Luc Lecomte, conseiller régional, et Eric Ruiz ont participé à cette journée.

Le constat est accablant pour le gouvernement qui étouffe une filière éducative capable d'intégrer dans la vie active la quasi-totalité des jeunes qui la choisit, quel que soit le niveau scolaire d'origine. Comme dans l'enseignement général, le garrotage du secteur public se fait au bénéfice des établissements privés, lycées et Maisons Familiales et Rurales.

La démarche d'opération Vérité aura permis un échange sur un secteur de formation mal connu et une prise de conscience du danger imminent qui menace sa survie. Une filière à ne pas oublier lorsqu'il est question de défense du service public !

Lettre à M. le Président du GEA
maire d'Evreux

Vous venez de sanctionner Sophie Buquet-Renollaud, Claude Béhar, et Thierry Desfresnes, tous trois Vice-Présidents de l’agglomération. Vous leur reprochez de ne pas avoir voté, avec 28 autres conseillers communautaires, une augmentation des impôts locaux de 120 € en moyenne par foyer. Ils ont préféré une version du budget 2011 qui n’inscrive pas de charge supplémentaire pour les ménages.

Ces sanctions n’ont aucun sens pour nous.

M. le Président, maire d’Evreux, nous n’avons pas l’impression que vous soyez vraiment présents à nos côtés, ni attentifs à nos besoins. Vous paraissez davantage préoccupé par votre carrière politique.

Nous vous demandons de vous ressaisir et de consacrer tout votre temps à rassembler vos équipes dans leur diversité, et à travailler avec elles à répondre à nos besoins.

Premiers signataires :

Nom Prénom	Adresse	Signature

un premier mai aux accents frondeurs

Est-ce le jour, un dimanche, ou le peu de publicité sur l'événement qui a démobilisé les manifestants ? Est-ce l'absence d'un thème mobilisateur comme celui des retraites en 2010 ? En tout cas, avec 300 participants, la manifestation du premier mai dans le quartier populaire de La Madeleine à Evreux aura suivi la tendance nationale de forte baisse de la mobilisation par rapport à l'an dernier.

Dans le cortège, une majorité de militants CGT et beaucoup d'enseignants de la FSU.

Côté politique, seul le Parti communiste (une trentaine de militants affichés) et le NPA avaient une présence digne de ce nom. Les communistes ont pu poursuivre dans le cortège leur habituelle vente du muguet tout en distribuant un tract axé contre les hausses de prix.

L'actualité ébroïcienne s'est largement invitée dans le cortège cette année.

Il faut dire que le maire d'Evreux multiplie les faux-pas et erreurs politiques ces derniers temps !

Ainsi, des artistes de cirque participaient activement au cortège, victimes de décisions aberrantes de la municipalité les empêchant de fait de travailler dans le quartier populaire de Nétreville.

Mais, ce qui constitue le gros morceau de l'actualité sociale et politique d'Evreux et de son agglomération, c'est le vote d'une taxe sur les ménages par le conseil d'agglomération (le 28 mars dernier) et le retrait de délégations dans ce conseil par le maire d'Evreux à trois élus pour leur refus de voter cette taxe. Parmi ces trois élus, notre camarade Thierry Desfresnes qui connaît ainsi son deuxième retrait de délégation après celui de décembre 2009, pour la même raison.

Les communistes d'Evreux ont profité du marché de la Madeleine pour faire signer massivement une pétition de rejet de cette nouvelle taxe et de soutien aux trois élus sanctionnés.

C'est ce climat frondeur qui a certainement entraîné le départ précipité de Michel Champredon, maire d'Evreux, présent au départ de la manif. Dommage pour les habitants du quartier

L'adresse du Collectif de soutien à
Claude Béhar, Thierry Desfresnes, Sophie Renollaud
diffusée ce mercredi 3 mai devant l'Hôtel de Ville d'Evreux

Monsieur Champredon,

Nous sommes déjà plusieurs centaines à soutenir ces trois élus, vice-présidents du Grand Evreux Agglomération, que vous venez de punir en leur retirant leurs délégations au prétexte qu'ils ont refusé de voter un impôt supplémentaire à l'agglomération.

Il était possible de faire autrement pour éviter le piège tendu par M. Sarkozy aux collectivités locales.

La suppression de la taxe professionnelle, décidée par la droite, a coûté 14 millions d'euros à notre agglomération, il n'est pas juste de faire supporter ce manque à gagner aux contribuables via la taxe d'habitation et la taxe foncière.

Après avoir sanctionné en décembre 2009, pour les mêmes raisons, les adjoints communistes d'Evreux, vous élargissez donc aujourd'hui la « punition » à des élus du PS et du PRG (parti auquel vous venez d'adhérer ??!)...

Ce n'est pas admissible !

De ce fait, Monsieur Champredon, vous n'êtes pas qualifié pour prétendre rassembler les gauches en 2012, comme vous avez l'ambition de le faire dans l'appel que vous avez signé avec Monsieur Quilès - que vous recevez aujourd'hui en mairie - sous le titre *VITE, des « Assemblées des gauches »*

Si vous souhaitez éventuellement vous requalifier pour ce faire, Monsieur Champredon, il vous faudra revenir au plus vite sur votre décision et rétablir ces élus dans leurs fonctions.



de La Madeleine qui n'ont pas beaucoup eu l'occasion de le voir dans leur quartier depuis son élection !

En tout cas, ce n'est pas en fuyant ses responsabilités que le maire d'Evreux fera oublier ses actes. Les communistes ébroïciens ont bien l'intention de continuer la bataille pour le retrait du nouvel impôt et pour le rétablissement des délégations aux élus sanctionnés.

Cet exemple montre bien que les réformes en cours sur les collectivités font reporter sur les simples citoyens le poids des désengagements de l'Etat. Et face à une gauche de gestion de la pénurie, les communistes et leurs élus ont fait le choix d'une gauche combative, de résistance face aux attaques de la droite et du patronat.

Face à une colère bien présente dans l'esprit des travailleurs, c'est bien la nécessité d'une offre politique nouvelle qui apparait si l'on souhaite transformer cette colère en dynamique de changement. Le contraire serait de laisser la morosité prendre le dessus ou, pire, un repli sur soi qui conduirait au rejet des valeurs républicaines.

Eric Ruiz